

**Analyse du marché 3a de fourniture
en gros d'accès local en position
déterminée**

&

**Analyse du marché de fourniture en
gros d'accès aux infrastructures
physiques du génie civil de boucle
locale**

**Consultation publique de l'ARCEP en
date du 6 février 2020**

Contribution de TDF

Le 23 avril 2020



Propos introductifs

Le 6 février dernier, l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse (ci-après, « l'ARCEP » ou « l'Autorité ») mettait en consultation publique, conformément à l'article 67 de la directive 2018/1972¹ et aux articles L37-1 et suivants du Code des postes et des communications électroniques (ci-après, CPCE), son projet d'évolution de la régulation *ex ante* des marchés du haut et du très haut débit fixes. Ce projet est constitué de quatre documents spécifiques relatifs aux marchés i) des offres activées spécifiques entreprises (marché 4 de la recommandation dite « marchés pertinents »² - ci-après « la recommandation »), ii) des offres activées généralistes (marché 3b de la recommandation), iii) des offres passives (marché 3a de la recommandation) et iv) du génie civil (marché non listé dans la recommandation).

Le même jour, l'ARCEP publiait un cinquième document dont la production ne relève pas du processus d'analyse de marché au sens du droit européen et national. Ce document intitulé « Dispositions et recommandations envisagées par l'Arcep précisant les modalités d'accès aux lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique » est également soumis à consultation.

Dans ce contexte singulier qui voit être mis en consultation publique cinq documents dont quatre répondent d'un cadre réglementaire européen et national unique et d'un objectif commun, à savoir la régulation de la puissance de marché de l'opérateur Orange, TDF propose à l'Autorité deux documents de réponse : un document relatif aux modalités d'accès aux lignes de communication électroniques à très haut débit en fibre optique³ et la présente réponse à deux des documents relatifs à la régulation *ex ante* du pouvoir de marché d'Orange sur les marchés du haut et très haut débits fixes (ci-après, les documents de consultation), portant d'une part sur l'analyse du marché 3a de fourniture en gros d'accès local en position déterminée et d'autre part sur l'analyse du marché de fourniture en gros d'accès aux infrastructures physiques de génie civil de boucle locale.

TDF tient dès à présent à remercier l'Autorité pour la qualité des documents soumis à consultation et pour l'opportunité offerte de contribuer à ses travaux. TDF apportera par conséquent dans la suite du présent document les éléments à sa disposition et utiles à ces travaux pour certains des aspects abordés par l'Autorité, dans la mesure où TDF, en tant qu'opérateur d'infrastructure non intégré sur le réseau du très haut débit, n'est pas concernée par l'ensemble des enjeux soulevés.

Dans la présente réponse, TDF mettra particulièrement en exergue deux sujets qui lui apparaissent essentiels : les conditions du transfert de la technologie cuivre vers la technologie fibre et

¹ Directive 2018/1972 du Parlement européen et du Conseil en date du 11 décembre 2018 établissant le code des communications électroniques européen.

² Recommandation de la Commission européenne n°2014/710/UE en date du 9 octobre 2014 concernant les marchés pertinents de produits et de services dans le secteur des communications électroniques susceptibles d'être soumis à une réglementation *ex ante* conformément à la directive 2002/21/CE du Parlement européen et du Conseil relative à un cadre réglementaire commun pour les réseaux et services de communications électroniques Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE.

³ Ce document est remis à l'ARCEP en parallèle de la remise du présent document de réponse de TDF.



l'absolue nécessité de maintenir en l'état le génie civil d'Orange jusqu'à l'abonné actuel ou potentiel (nouveaux immeubles).

Concernant le premier sujet, TDF maintient la position exprimée dans le cadre de sa réponse à la consultation Bilan & Perspective. TDF s'interroge toutefois sur l'absence de vision claire sur la stratégie qui pourrait être proposée au marché, notamment en termes de développement d'incitations.

Concernant le second sujet, TDF rappelle 1) toute l'importance du maintien en l'état opérationnel du réseau de génie civil d'Orange, 2) la nécessité de maintenir l'obligation d'adductions des nouveaux immeubles qui pèsent sur Orange et enfin, 3) l'urgence pour les opérateurs de disposer de prévisibilité sur l'évolution des tarifs de génie civil d'Orange - TDF ne comprenant pas cette absence.



Sommaire de la réponse de TDF

PROPOS INTRODUCTIFS	2
SOMMAIRE DE LA REPONSE DE TDF	4
COMMENTAIRES DE TDF SUR L'ANALYSE DU MARCHE 3A DE FOURNITURE EN GROS D'ACCES LOCAL EN POSITION DETERMINEE	5
COMMENTAIRES DE TDF SUR L'ANALYSE DU MARCHE DE FOURNITURE EN GROS D'ACCES AUX INFRASTRUCTURES PHYSIQUES DE GENIE CIVIL DE BOUCLE LOCALE	10

Commentaires de TDF sur l'analyse du marché 3a de fourniture en gros d'accès local en position déterminée

TDF, en tant qu'opérateur d'infrastructure non intégré sur le marché du très haut débit, n'a pas vocation à commenter l'ensemble des éléments soumis à consultation par l'ARCEP en matière de fourniture en gros par Orange d'accès local en position déterminée.

TDF s'attachera ainsi à apporter tous les éléments qu'elle juge pertinents sur les dispositions envisagées par l'ARCEP concernant l'obligation d'Orange de faire droit aux demandes raisonnables d'accès (partie 4.2. du document de consultation) et plus particulièrement sur l'accompagnement de la fermeture du réseau cuivre (point j de la sous-partie 4.2.2 du document de consultation).

De manière générale, l'ARCEP précise, au point j de la sous-partie 4.2.2 traitant de l'accompagnement de la fermeture du réseau cuivre, qu'elle envisage un allègement des obligations imposées à Orange au titre de l'accès à son réseau cuivre, dans les zones où les réseaux en fibre optique sont suffisamment déployés et matures, pour accompagner la sortie progressive du cuivre et inciter les opérateurs à accélérer la bascule vers les réseaux en fibre optique disponibles. L'Autorité ne dispose pas de calendrier précis de fermeture de la part d'Orange, ni des modalités envisagées mais fait néanmoins part de ses premières propositions de calendrier de fermeture progressive du réseau cuivre.

TDF soutient la volonté de l'ARCEP d'inciter les opérateurs à migrer sur les réseaux de fibre optique et remercie l'Autorité de partager avec les acteurs du marché le calendrier de fermeture du cuivre envisagé. TDF précise néanmoins que l'ensemble des dispositions envisagées par l'ARCEP dépendent de ce qui est entendu par des réseaux en fibre optique suffisamment déployés et matures, qui seraient le point de départ d'une fermeture commerciale du réseau cuivre d'Orange. TDF demande ainsi à l'ARCEP de préciser le niveau de couverture envisagé, le nombre d'opérateurs commerciaux (ci-après OC) devant être présents sur la zone pour pouvoir considérer que les réseaux en fibre optique sont suffisamment déployés et matures pour envisager une fermeture commerciale du réseau cuivre. TDF estime par ailleurs qu'une maille plus fine que le PM ou la ZAPM pourrait être envisagée pour qualifier une zone comme étant déployée et mature, telle que par exemple l'adresse en aval de ces zones réglementaires (au sens des adresses IPE). Un tel niveau de finesse pourrait néanmoins créer des difficultés : une obligation de maintenir les réseaux tant que les lignes ne sont pas transférées.

Commentaires de TDF sur les délais de préavis applicables afin de permettre aux OC de se raccorder au réseau de fibre optique

Pour répondre plus spécifiquement aux questions A.3 et A.4 posées par l'ARCEP dans le document de consultation, TDF estime que, pour les offres d'accès généraliste, dès lors que le réseau de fibre optique couvrira la zone considérée et que l'OI dispose du statut de zone fibrée, le délai



d'un mois envisagé par l'ARCEP avant la fermeture du réseau cuivre est raisonnable, à la condition qu'un nombre suffisant d'OC (au moins 3) soit présent sur le marché afin de garantir une concurrence en aval. Dans le cas où un nombre insuffisant d'OC (moins de 3) serait présent sur la zone, alors TDF estime qu'un délai de 6 mois serait raisonnable pour permettre à d'autres OC de se raccorder au réseau FttH dans les ZMD au lieu des 18 mois envisagés par l'Autorité.

Dans le cas des offres d'accès spécifiques entreprises, TDF considère que quel que soit le nombre d'OC déjà présent sur la zone, un délai de 18 mois avant la fermeture commerciale du réseau cuivre dans les ZMD serait raisonnable.

Commentaires de TDF sur le nécessaire raccordement de l'ensemble des locaux au réseau fibre

La nécessité de garantir le raccordement au réseau fibre de l'ensemble des locaux d'une zone considérée avant de procéder à la fermeture commerciale du réseau cuivre, telle que soulignée par l'ARCEP au travers de la question A.5 du document de consultation, serait *a priori* assurée si la fermeture commerciale n'était envisagée qu'à compter de l'obtention du statut de zone fibrée par l'OI Fibre, comme le suggère TDF et que la zone de fermeture considérée corresponde à la maille d'un volume d'adresses IPE pertinent (ZAPM par exemple).

TDF tient par ailleurs à souligner un certain nombre d'enjeux qu'elle juge majeurs et qui ne sont pas, à son sens, suffisamment traités dans les documents de consultation de l'Autorité.

En premier lieu, TDF estime qu'il conviendrait d'analyser et d'apporter des solutions équitables pour l'ensemble des acteurs du marché concernant certains raccordements non prévus *ex ante* et pour lesquels des zones d'incertitude existent quant aux responsabilités des acteurs.

C'est notamment le cas de locaux à usage professionnel pour lesquels le nombre de raccordements attendus par les clients n'est pas anticipable *ex ante*. TDF s'interroge par exemple sur le nombre de raccordements qui serait nécessaire dans le cas d'une commande portant sur un local de type « Centre Commercial » ou dans le cas plus général d'un local neuf entièrement dédié aux entreprises. De plus, dans ces deux cas, et en particulier dans le premier, un câblage interne spécifique devrait très probablement être créé, notamment en fonction des usages attendus. Ce câblage serait potentiellement très différent des câblages effectués dans les locaux particuliers ou les immeubles. Ces situations font appel à des compétences propres à un métier spécifique qui s'éloigne de celui des OI déployant des réseaux de fibre optique de type « BLOM ». TDF estime que l'ARCEP devrait saisir les ministères en charge de ces questions afin de veiller à la mise en œuvre des obligations existantes en termes de câblage interne des immeubles neufs groupant plusieurs logements ou locaux à usage professionnel, au titre notamment de l'article L111-5-1 du code de la construction et de l'habitation.

Par ailleurs, d'autres usages spécifiques tels que par exemple les ascenseurs ou les sondes bas-débits pourraient également consommer une partie conséquente des fibres surnuméraires prévues par les OI. Il convient donc d'adresser clairement la question de l'utilisation de la réserve du réseau existant pour les usages spécifiques tels que ceux mentionnés ici notamment.



De plus, comme TDF l'avait souligné dans sa réponse à la consultation publique sur le document Bilan & Perspectives, la question du renouvellement ou des conditions de transfert du Service Universel se pose pour la période 2020-2023, Orange étant désigné comme opérateur en charge du Service Universel pour une période se terminant en fin d'année 2020. TDF profite donc à nouveau de cette question pour demander à l'ARCEP de lever tout aléa autour de cette problématique et de s'assurer, si cela est nécessaire, que ces obligations de Service Universel seront maintenues. Dans le cas contraire, TDF demande à l'ARCEP de fournir aux acteurs du marché le détail des modalités de transfert de cette obligation.

Enfin, il est essentiel que l'ARCEP précise les responsabilités des différents acteurs en matière de réparation des adductions dans le domaine public comme dans le domaine privé afin de garantir la disponibilité de la fibre d'une part et des délais de raccordement raisonnables d'autre part.

Le transfert cuivre/fibre ne pourra réellement intervenir qu'une fois ces irritants véritablement traités.

Commentaires de TDF sur les locaux raccordables à la demande

Dans la question A.6 du document de consultation, l'ARCEP interroge les acteurs sur la possibilité de limiter la proportion de locaux raccordables à la demande sur la zone concernée par une fermeture du réseau cuivre et sur le délai maximal pour rendre ces locaux raccordables.

TDF relève ici que, dans le cadre des délégations de service public dont le groupe TDF a actuellement la responsabilité, la possibilité de recourir à la notion de logement et de locaux dits raccordables sur demande n'est pas envisagée.

Toutefois, TDF estime qu'il est très difficile de se prononcer sur cette question dans la mesure où ces raccordements peuvent être complexes et sont dépendants notamment d'autorisations administratives. En outre, il s'agit de mettre en œuvre un raisonnement à la ligne alors même que le schéma d'arrêt du cuivre est plutôt naturellement un schéma par zone.

Commentaires de TDF sur la nécessaire disponibilité d'une offre d'accès à des liens de collecte

TDF constate que des offres alternatives à celle d'Orange apparaissent sur le marché, notamment dans les zones RIP soumises à des obligations provenant des collectivités délégantes. TDF propose elle-même des offres de collecte répondant aux besoins de ses clients. Au regard du développement rapide de ces offres sur le marché, TDF n'estime pas nécessaire que l'ARCEP mette en œuvre des obligations spécifiques en la matière.



Commentaires de TDF sur le nombre et la nature des opérateurs commerciaux devant être présents sur le réseau fibre avant le déclenchement d'une fermeture commerciale du réseau cuivre

Pour répondre à la question A.8 du document de consultation, TDF considère tout d'abord qu'il n'est pas nécessaire que tous les OCEN soient présents sur un PM considéré pour déclencher une fermeture commerciale rapide du réseau cuivre. En effet, le développement du réseau fibre ne peut être rendu dépendant d'un choix commercial qui serait unanime au sein des OCEN et qui aurait mené à la présence de chacun d'entre eux sur un PM donné. Au contraire, TDF estime que la fermeture du réseau cuivre a vocation à fournir des incitations aux OC de se raccorder au réseau fibre lorsqu'ils n'ont pas déjà opéré ce transfert.

Par ailleurs, TDF tient à partager son étonnement de la vision de l'ARCEP, telle que TDF la comprend au travers de cette question, selon laquelle les opérateurs commerciaux devraient être considérés de manière différente selon qu'ils sont d'envergure nationale ou non. TDF estime qu'une concurrence existe, que des opérateurs commerciaux alternatifs sont susceptibles de dynamiser l'aval du marché, et qu'il appartient à l'ARCEP de les accompagner également dans la transition technologique qui s'opère.

Commentaires de TDF sur les offres de gros nécessaires sur le réseau de fibre pour une fermeture commerciale des accès spécifiques entreprises

Concernant la question A.9 du document de consultation, TDF précise tout d'abord que les conditions additionnelles préalables à la fermeture du réseau cuivre envisagées par l'ARCEP en matière de disponibilité d'offres d'accès spécifiques entreprises lui semblent correspondre aux besoins du marché. Les offres d'accès entreprises proposées par TDF permettent en conséquence de répondre aux besoins identifiés par l'ARCEP.

TDF souhaite néanmoins souligner que la qualité de ces offres dépend directement de la qualité du réseau de génie civil d'Orange, notamment du fait de la cohabitation dans les mêmes fourreaux des technologies cuivre et fibre. La maintenance du génie civil est tout d'abord indispensable pour garantir le déploiement de la fibre dans des conditions efficaces et dans le calendrier imparti et est également nécessaire pour pouvoir garantir des niveaux de qualité de service élevés, notamment dans le cas des offres d'accès entreprises. TDF estime donc que l'Autorité devrait fournir une meilleure visibilité aux acteurs quant aux modalités de gestion future des infrastructures de génie civil, à la suite de l'arrêt du réseau cuivre.

Commentaires de TDF sur les délais de prévenance nécessaires pour la fermeture technique d'un NRA, d'un sous-répartiteur ou d'un ensemble de lignes

Du point de vue de TDF, les principales dispositions permettant d'encourager le transfert du cuivre vers la fibre résident dans les modalités de fermeture commerciale du réseau cuivre ainsi que dans les dispositifs incitatifs associés. TDF estime notamment qu'une modulation géographique des tarifs du cuivre devrait être mise en place lorsque l'ensemble des conditions permettant la fermeture commerciale du réseau cuivre sont remplies afin d'inciter la migration vers le réseau



fibres. Pour répondre plus spécifiquement à la question A.11 du document de consultation, TDF estime que la période entre la fin de la commercialisation et la fermeture des points du réseau cuivre devrait être réduite au maximum afin d'accroître la disponibilité des fourreaux pour la fibre.





Commentaires de TDF sur l'analyse du marché de fourniture en gros d'accès aux infrastructures physiques de génie civil de boucle locale

TDF, en tant qu'opérateur d'infrastructure non intégré sur le marché du très haut débit, n'a pas vocation à commenter l'ensemble des éléments soumis à consultation par l'ARCEP en matière de fourniture en gros par Orange d'accès aux infrastructures physiques de génie civil de boucle locale.

TDF s'attachera ainsi à apporter tous les éléments qu'elle juge pertinents sur les dispositions envisagées par l'ARCEP concernant l'obligation d'Orange de faire droit aux demandes raisonnables d'accès (partie 5.2 du document de consultation), les dispositions envisagées en matière de qualité de service (partie 5.5 du document de consultation) ainsi que celles envisagées pour le contrôle tarifaire (partie 5.6 du document de consultation).

TDF tient tout d'abord à remercier l'ARCEP pour son projet de maintien des dispositions existantes ainsi que les dispositions complémentaires envisagées en matière d'obligations pour Orange de faire droit aux demandes raisonnables d'accès à ses infrastructures de génie civil de boucle locale. En effet, comme TDF l'avait souligné dans sa réponse au document de consultation Bilan & Perspectives, l'accès au génie civil existant, dans des conditions de maintenance adéquate, mais également le raccordement de nouveaux locaux, sont des composantes essentielles au déploiement de la technologie fibre. De plus, l'offre de location de génie civil représente le premier poste de charges d'exploitation pour les OI alternatifs. Le niveau et la prévisibilité des tarifs GC BLO sont donc également des éléments essentiels pour l'activité des OI déployant des réseaux fibre.

Commentaires de TDF sur l'obligation de faire droit aux demandes raisonnables d'accès

TDF souhaite en premier lieu commenter les dispositions complémentaires envisagées par l'ARCEP portant sur les commandes d'appui à Orange par les opérateurs, cet élément ne donnant pas lieu à une question spécifique dans le document de consultation.

L'ARCEP envisage en effet l'application de pénalités dues par Orange en cas d'indisponibilité d'appui pour un opérateur ayant transmis à Orange ses prévisions de remplacement et/ou de renforcement de poteaux. TDF souligne que de telles prévisions sont complexes à établir pour les opérateurs. En tout état de cause, des consultations de lot sont systématiquement effectuées et visent notamment à informer les OC et l'OI considéré du déploiement du réseau fibre sur sa zone d'intervention. Dans ce contexte, il semble raisonnable de considérer que l'OI s'assure *a minima* que ses poteaux, utilisés pour le réseau cuivre, sont dans un état de maintenance acceptable. TDF estime notamment que l'OI Orange Fibre devrait informer l'OI Orange Cuivre des déploiements fibre prévus. Les OI alternatifs ne sont pas responsables de l'état des poteaux dont Orange est propriétaire et qui sont utilisés pour le réseau cuivre et leur remplacement et/ou leur renforcement n'est aucunement de leur ressort.



Pour répondre à la question X.3 du document de consultation, TDF estime pertinents et proportionnés le maintien d'une obligation de prise en charge par Orange des opérations de création de génie civil d'adduction en continuité de son génie civil existant d'une part, et l'intégration de ce produit de l'opération dans son patrimoine d'autre part.

Concernant la construction de nouvelles adductions, la loi prévoit qu'Orange en soit responsable *a minima* jusqu'en fin d'année 2020, au titre de ses obligations de Service Universel. TDF renouvelle sa demande quant à la levée de tout aléa par l'ARCEP concernant le maintien de ces obligations à partir de 2021. Dans le cas contraire, il est indispensable que l'ARCEP fournisse aux acteurs du marché le détail des modalités de transfert éventuel de cette obligation.

Par ailleurs, TDF souligne que la prestation de création de génie civil pour raccorder les infrastructures du nouveau bâti au réseau d'infrastructure d'Orange n'est pas présente dans le contrat GC BLO, que ce soit pour les pavillons ou les collectifs. Cette situation génère actuellement des mécontentements des administrés qui ne comprennent pas les responsabilités des différents intervenants.

En outre, comme TDF l'avait souligné dans sa réponse à la consultation publique sur le document Bilan & Perspectives, le principe du déploiement de la fibre optique est de s'appuyer sur les infrastructures existantes, le plus souvent celles d'Enedis et d'Orange. Or, contrairement à la facturation faite par Enedis, qui est réalisée au poteau utilisé, la facturation d'Orange en zone mutualisée est basée sur la capacité du point de mutualisation. TDF estime que, compte tenu de ce mode de facturation, qui fait porter l'ensemble des coûts à l'OI alternatif, les infrastructures existantes devraient être en bon état ou être remises en état sans coût pour l'OI en charge du déploiement de la fibre. Or, au regard de l'état des infrastructures souterraines et aériennes, de nombreux travaux de génie civil doivent être réalisés pour permettre une remise en état. Ce constat est très variable d'une ville à l'autre.

Malgré les dispositions déjà en vigueur et rappelées par l'ARCEP dans le présent document de consultation, le prix actuellement proposé pour les réparations ne couvre pas le coût réel payé par l'OI. Le prix des prestations proposé par Orange dans l'offre GC BLO ne tient notamment pas compte des disparités régionales et se trouve bien en-dessous du prix de marché, même dans les régions où la main d'œuvre est la moins chère. Par ailleurs, Orange ne rembourse pas les dépenses de réparation liées aux conduites unitaires. Celles-ci sont pourtant nombreuses et souvent en mauvais état. TDF considère que ces coûts devraient être pris en charge par Orange. Enfin, la convention GC BLO ne couvre pas les réparations en amont du PM. TDF considère que pour des raisons économiques et d'aménagement du territoire, la réparation de fourreaux en amont du PM devrait être indemnisée, ces réparations pouvant bénéficier à d'autres OI.

Concernant le suivi des signalisations relatives à l'état du parc aérien d'Orange, faisant l'objet de la question X.4 du document de consultation, TDF tient à rappeler son commentaire partagé dans sa réponse à la consultation publique sur le document Bilan & Perspectives. TDF rencontre en effet des difficultés concernant le traitement par Orange des signalements émis en cas d'endommagement du réseau. Le traitement des problèmes signalés peut parfois prendre plusieurs mois, mettant en difficulté le calendrier de déploiement de la fibre. De plus, Orange décide parfois de ne pas traiter le problème signalé considérant que la technologie fibre sera déployée



par la suite. Orange n'assure alors plus la maintenance de son réseau et reporte la responsabilité de la maintenance sur les acteurs de la fibre. TDF juge ainsi nécessaire qu'Orange fournisse une vision d'ensemble des signalements et de leur traitement par territoire, à la fois au régulateur, aux OI alternatifs mais également aux collectivités, afin que le déploiement du réseau fibre puisse se faire dans de bonnes conditions et dans le calendrier imparti.

Commentaires de TDF sur les dispositions portant sur la qualité de service

TDF partage la préoccupation de l'ARCEP quant au maintien d'une qualité de service adéquate du réseau cuivre, qui fait l'objet de la question X.10 du document de consultation, notamment du fait de la cohabitation dans les mêmes fourreaux des technologies cuivre et fibre.

La maintenance du génie civil cuivre est tout d'abord indispensable pour garantir le déploiement de la fibre dans des conditions efficaces et dans le calendrier imparti. A l'inverse, en l'absence de qualité suffisante du réseau cuivre, le déploiement de la fibre dans des fourreaux mutualisés pourrait créer un risque de dégradation du cuivre, alors même que cette technologie demeure actuellement indispensable, en l'absence de déploiement complet de la fibre.

La technologie cuivre est par ailleurs également essentielle pour de nombreux usages, tels que par exemple les systèmes d'alarme ou encore les ascenseurs. Une dégradation du réseau cuivre pénaliserait donc de nombreux usages ainsi que le bon déroulement des déploiements de la technologie fibre.

Commentaires de TDF sur les dispositions portant sur le contrôle tarifaire

Le document de consultation fait état d'un maintien des obligations existantes en matière de contrôle tarifaire et appelle les acteurs, via la question X.11, à faire part de leurs observations sur ces obligations.

Comme TDF l'avait souligné dans sa réponse à la consultation publique sur le document Bilan & Perspectives, l'offre de location de génie civil développée pour l'accès à la boucle locale cuivre (offre GC BLO) représente le premier poste de charges d'exploitation dans les plans d'affaires des OI.

Pourtant, les OI ne disposent actuellement que d'une visibilité réduite quant aux conditions tarifaires de cette offre, au demeurant très complexe. En effet, les conditions tarifaires dépendent de plusieurs paramètres, parmi lesquels les déploiements de la fibre optique, la pénétration commerciale à l'échelle nationale de la fibre, ainsi que les coûts réels (incluant l'amortissement du réseau) d'exploitation des infrastructures.

En ce qui concerne le premier de ces paramètres (déploiement de la fibre), la grande majorité des prises sont aujourd'hui déployées en zone AMII, sur laquelle les opérateurs intégrés sont déployeurs.

En ce qui concerne la pénétration commerciale, celle-ci repose principalement sur la volonté des OC, à commencer par les OCEN.

En ce qui concerne le dernier paramètre, c'est-à-dire le coût d'exploitation du réseau d'infrastructure d'Orange, il n'est pas connu des OI.

TDF s'inquiète donc du fait que les opérateurs neutres, non intégrés, ne disposent pas des informations suffisantes et nécessaires pour construire des anticipations sur l'évolution du prix de location du génie civil d'Orange.

TDF estime qu'il serait dans ce contexte raisonnable d'envisager de fixer *ex ante* une évolution maximale des tarifs de location du génie civil. Cette augmentation maximale pourrait être basée sur des hypothèses réalistes concernant les déploiements, la courbe de pénétration déjà communiquée en 2014 par l'ARCEP, et l'amortissement programmé du portefeuille d'infrastructure d'Orange. Un tel remède n'est pas éloigné de remèdes actuellement imposés par l'Autorité sur d'autres marchés.

Par ailleurs, le mode de tarification de l'offre d'accès au génie civil d'Orange conduit à faire porter par les OI l'ensemble des coûts associés au génie civil de l'opérateur historique. En effet, ce mode de tarification prévoit une facturation - dès la première commande - correspondant au nombre d'accès total aval associé à un point de mutualisation (« PM ») donné et non pas à la consommation réelle des OI.

TDF constate pourtant que tout le génie civil d'Orange ne constitue pas une facilité essentielle, Enedis en ayant répliqué une partie, les OI pouvant parfois utiliser soit les infrastructures d'Orange soit celles d'Enedis.

En conséquence, TDF considère que les coûts associés aux volumes répliqués par Enedis ne devraient pas être supportés par les OI et devraient donc être exclus de l'assiette des coûts pertinents pris en compte dans la tarification GC BLO d'Orange.

Concernant l'offre GC BLO, TDF souhaite également attirer l'attention de l'ARCEP sur les difficultés qui peuvent être rencontrées en cas de reprise de réseau déployé par un OI alternatif. En effet, TDF considère que les coûts de modification administrative de parc de commande (de l'ordre de 30€/commande) appliqués par Orange sont excessifs notamment au regard des délais de traitement que l'on pourrait considérer comme dilatoires.



TDF - SAS au capital de 166 956 512 EUR.

SIREN 342 404 399 RCS Nanterre

Siège Social

155 Bis, Avenue Pierre Brossolette

92120 Montrouge

France

Tel : 33(0)1 55 95 10 00